

FQPPU

Fédération québécoise des
professeures et professeurs d'université



COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate

La FQPPU et la FNEEQ s'opposent à une évaluation internationale standardisée de l'enseignement supérieur

Montréal, 10 janvier 2008 - Lors d'une réunion informelle qui se tiendra à Tokyo les 11 et 12 janvier 2008, les ministres de l'éducation des pays de l'OCDE seront invités à se prononcer sur le projet d'expérimenter une formule d'évaluation des acquis des étudiants au niveau de l'enseignement supérieur. Inspiré du programme d'évaluation connu sous le nom de PISA (Program for International Student Assessment) appliqué dans les écoles et ayant soulevé de nombreuses critiques et controverses, ce projet pourrait être un mirage coûteux et avoir des effets pervers sur les systèmes d'enseignement postsecondaire au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde.

La Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU) et la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ) ont exprimé leur vive opposition en adressant une lettre à Mme Diane McGifford, ministre de l'Enseignement postsecondaire et de l'Alphabétisation du Manitoba et responsable de la délégation canadienne de même qu'à Mme Michelle Courchesne, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Les deux fédérations tenaient à faire part de leurs points de vue concernant la faisabilité et l'utilité de développer une stratégie d'évaluation standardisée pour l'enseignement supérieur. Au plan méthodologique tout comme au plan politique, mesurer et comparer les apprentissages reflétant les différentes cultures, langues, disciplines et établissements présents dans les pays de l'OCDE comporte des embûches que le projet semble occulter. En outre, l'instauration du programme proposé pourrait mener à des évaluations simplistes conduisant à des classifications erronées.

La FQPPU et la FNEEQ demandent aux ministres responsables de l'enseignement postsecondaire au Québec et au Canada de s'opposer au projet proposé par l'OCDE, étant entendu que cet outil ne permettrait d'évaluer ni la qualité des prestations offertes dans les établissements, ni l'apport de l'enseignement supérieur au développement de la société. De surcroît, il instaurerait une uniformisation incompatible avec le sens même de l'éducation.

- 30 -

Sources :

Cécile Sabourin – FQPPU (514) 843-5953

France Desaulniers – FNEEQ (514) 219-2947